

Organisation d'une expertise sur les risques liés à une école de Côte-d'Or contaminée par des pesticides

L. Aubert¹, J.-N. Ormsby²

1/ InVS, Saint-Maurice – 2/ Afsset, Maisons-Alfort

Le 6 septembre 2007, l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset) a été alertée sur des niveaux élevés de pesticides dans différents milieux (air, poussières, mobilier) d'une école de Côte-d'Or. Sur décision de l'autorité compétente, l'école a été fermée le 17 septembre 2007 et une expertise a été requise pour évaluer les risques sanitaires.

L'évaluation des risques a été confiée à un Comité scientifique et technique (CST) réunissant des experts scientifiques indépendants et des représentants des usagers de l'école sous la présidence de l'Institut de veille sanitaire, l'Afsset en assurant le secrétariat scientifique. Les décisions de gestion des risques, sur la base des

informations scientifiques produites par le CST, ont été confiées à une Commission locale d'orientation et d'information constituée des parties prenantes locales.

Les campagnes de mesures, l'établissement de valeurs cibles, la réalisation de travaux dans l'école et la conduite d'une évaluation des risques sanitaires ont permis la réouverture de l'école fin juin 2008, le risque sanitaire étant écarté pour les usagers.

Le dispositif a donné une large place à l'implication des populations, et a permis de concilier l'indépendance de l'expertise scientifique et les contraintes de gestion. L'équilibre ainsi instauré semble avoir eu un rôle important dans la résolution d'une situation de crise potentielle.

Épidémie de gastro-entérite liée à la consommation d'eau dans un camping de l'Ardèche, août 2008

M. L'Azou^{1,2}, C. Duchen³, B. Fabres¹, S. Gerbier¹, L. Traventhal¹, B. Morel¹, E. Evain³

1/ Cire Rhône-Alpes, Lyon – 2/ Profet, InVS, Saint-Maurice, EHESP, Rennes – 3/ Ddass de l'Ardèche, Privas

ALERTE

Le 11 août 2008, la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Ardèche a été alertée de la survenue de nombreux cas de gastro-entérites au sein d'un camping. Une investigation a été menée pour confirmer l'existence d'une épidémie, identifier la cause et mettre en place les mesures de contrôle adaptées afin de stopper l'épidémie.

MÉTHODE

Une enquête de cohorte rétrospective a permis de recueillir auprès des personnes séjournant dans le camping des informations sur les signes cliniques et les facteurs de risque. L'enquête environnementale a notamment contrôlé l'approvisionnement en eau.

RÉSULTATS

Sur 276 personnes interrogées, 142 cas ont été recensés (taux d'attaque de 51,5%). Le risque de survenue d'une gastro-entérite était plus élevé chez les consommateurs d'eau du camping (OR=1,97; p=0,01) et augmentait avec la quantité consommée. Malgré le raccordement du camping au réseau public, l'enquête environnementale a mis en évidence que l'eau non potable distribuée provenait d'un puits privé non autorisé. Aucune coproculture n'ayant été réalisée, l'agent étiologique n'a pas été identifié.

CONCLUSION

La consommation d'une eau non conforme a été responsable d'une importante épidémie de gastro-entérites sur un camping. Les mesures correctives prises dès la suspicion de l'installation frauduleuse ont permis d'enrayer l'épidémie.

Session parallèle

"Communications de dernière minute: alertes"

Communications orales

Journées de veille sanitaire 2008 – Institut de veille sanitaire